

# MARINE LE PEN POURRAIT OBTENIR UN BON SCORE EN WALLONIE...

PASCAL DELWIT EST  
PROFESSEUR DE SCIENCES  
POLITIQUES ET CHERCHEUR  
AU CENTRE D'ÉTUDE DE  
LA VIE POLITIQUE  
(CEVIPOL) DE L'ULB.

Elle avait donné rendez-vous à la France aux élections régionales. Le sursaut républicain a contrarié les plans du Front National. Il n'empêche, ses idées restent "attirantes". Selon un sondage, un Wallon sur trois pourrait voter pour elle si elle se présentait en Belgique. Sommes-nous si différents des Français? Oui et non.

**D**epuis ses déroutes électorales de 2009 et 2010, on pourrait croire que l'extrême droite a disparu du paysage politique wallon et bruxellois. Certes, le Front national belge, auquel Marine Le Pen a refusé en 2012 l'utilisation du nom "Front national" et du logo (la flamme tricolore) qui sont la propriété légale de sa famille, s'est "auto-détruit", entre dissensions internes et procès. Pour autant, il ne faudrait pas se bercer de l'illusion que l'extrême droite ne serait en Belgique qu'un problème flamand, face auquel les francophones seraient immunisés. Car un sondage montre que si un leader de la trempe de Marine Le Pen émergeait chez nous, il ne faudrait peut-être qu'une étincelle pour allumer la flamme nationaliste. Heureusement on en est encore loin. Et plusieurs spécificités belges francophones nous protègent, pour l'instant.

■ **Fin avril, un sondage RTL-TVI-Ipsos-Le Soir montrait qu'un Wallon sur trois (32 %) et un Bruxellois sur quatre (25 %) pourraient envisager de voter pour Marine Le Pen ou son parti, s'ils existaient en Belgique. Que pensez-vous de ce chiffre?**

**PASCAL DELWIT** - Il faut toujours être prudent avec les sondages, qui restent virtuels. Mais on sait que l'ethnocentrisme élevé - cette tendance à privilégier les normes sociales de son pays - et la peur sont deux ingrédients majeurs dans la progression de l'extrême droite. Or en Belgique, tant au Nord qu'au Sud, l'ethnocentrisme est assez élevé. Donc, dans un contexte de crises (économique, des réfugiés, de menace terroriste), qui alimente les peurs, ce n'est pas si étonnant. Cette dynamique s'observe en France (le Front National de Marine Le Pen), aux Pays-Bas (le PVV de Geert Wilders), en Autriche (le FPÖ)... Il n'y a pas de raison que la Belgique y échappe complètement ni qu'une figure comme Marine Le Pen ne puisse obtenir un bon score dans une partie de la population belge francophone.

■ **"Une figure comme Marine Le Pen"...**

Heureusement, pour l'instant, il n'y en a pas.

**P.D.** - Il y en a eu du côté néerlandophone: Karel Dillen (*le président fondateur du Vlaams Blok - NDLR*), Filip Dewinter, et même le nouveau président du Vlaams Belang, Tom Van Grieken. C'est vrai que le Front National belge, quand il existait encore, a toujours donné à voir des personnalités d'un très bas niveau, voire aux confins de l'absurdité. Mais ce manque de leader d'extrême droite côté francophone n'est pas un hasard. Les conditions nécessaires au développement de ce genre de mouvement ne sont pas réunies en Wallonie comme elles le sont ailleurs.

■ **Justement, qu'est-ce qui explique que la "sauce" de l'extrême droite ne prenne pas en Wallonie et à Bruxelles comme ailleurs?**

**P.D.** - Il y a plusieurs facteurs. D'abord en Flandre, en France, aux Pays-Bas ou en Autriche, l'extrême droite est nationaliste, ce qui amène beaucoup de gens à adhérer et à militer. Or, en Wallonie et à Bruxelles, le niveau important d'ethnocentrisme ne peut pas se lier à une promotion de la nation, telle qu'elle est exaltée en France. Donc occasionnellement, en Belgique francophone, on peut avoir des poussées électorales d'extrême droite, comme en 1994 et 1995, puis en 2003 et 2004, mais sans aboutir à une percée structurelle et durable.

■ **Ce qui frappe, c'est que des régions très proches, géographiquement mais aussi historiquement, de la Belgique comme le Nord-Pas-de-Calais-Picardie connaissent ce genre de percée...**

**P.D.** - Il y a des similitudes, mais aussi des différences. En Belgique, nous avons des structures intermédiaires importantes, comme les mutualités, les organisations partisans, le monde associatif, qui sont nettement moins présents en France. Ça ne fait pas que les gens soient moins pauvres, mais ça contribue à ce que les filets de la sécurité sociale soient le plus serrés possible et à ce →  
→ qu'on ne vive pas ses difficultés complètement seul. Avoir peu de réseau social, peu de gens pour vous aider en cas de problème, cela accroît votre peur.

■ **En Belgique le vote est obligatoire. C'est aussi un rempart contre les partis extrêmes?**

**P.D.** - Oui. Même s'il y a entre 8 et 10 % d'abstentions en Belgique, l'écrasante majorité s'exprime, tous les secteurs de la société sont représentés. En miroir, cela signifie que chaque parti doit s'adresser à tous les électeurs. C'est une

**"LES CONDITIONS NÉCESSAIRES  
AU DÉVELOPPEMENT D'UN  
MOUVEMENT NATIONALISTE  
WALLON NE SONT PAS RÉUNIES."**

différence importante. Parce qu'en France, dans certains quartiers, le taux de participation n'est que de 25 ou 30 %. Les partis n'y font même plus campagne.

❑ **Il y a des zones de la France "abandonnées" politiquement...**

**P.D.** - Et économiquement. On peut avoir, à 40 kilomètres d'un grand pôle de développement économique comme Paris, Lyon ou Bordeaux, des zones en très grande difficulté. C'est là que le FN fait ses meilleurs scores. Ces zones délaissées, on n'en connaît pas en Belgique où les distances sont plus courtes. Un autre élément qu'on ne souligne pas assez, c'est qu'en Belgique, la proximité politique est bien plus forte qu'en France. Il n'est pas impossible pour un citoyen ou un acteur de la société civile de rencontrer le Premier ministre, comme Charles Michel ou Elio Di Rupo avant lui. Ou, au moins, de le croiser au restaurant. En France, ils semblent totalement inaccessibles. Ça joue.

❑ **Est-ce qu'un leader fort pourrait construire un nationalisme wallon "à partir de rien"?**

**P.D.** - Un nationalisme, c'est toujours une construction politique, sociale et culturelle. Une des dissidentes du FN belge a créé "Wallonie d'abord!", en surfant sur cette idée. Pour l'instant, ça ne prend pas. Mais en fonction des évolutions économiques, de l'idée de certains hommes politiques wallons qu'il faudrait développer un sentiment national wallon ou de fierté wallonne, ça pourrait progressivement voir le jour. Ça ne se construit pas en un an ou deux, mais il ne faut rien exclure. Dans 15 ou 20 ans, peut-être que les choses auront fort changé.

❑ **Depuis la disparition du Front National belge, que reste-t-il de l'extrême droite en Belgique francophone?**

**P.D.** - Il n'y a que de tout petits groupes, comme Nation ou Wallonie d'abord! On est protégés d'une extrême droite politique dans une large mesure. Mais il faut quand même parler du Parti populaire (PP), qui a obtenu presque 5 % des voix en Wallonie. Au départ, il s'est présenté comme un parti libéral. Maintenant, il axe toute sa communication sur le rejet de l'autre: les musulmans, les réfugiés. Le PP n'est pas un parti d'extrême droite, mais il s'en approche.

❑ **On a parlé de la banalisation du discours du FN, en France. En Belgique, on assiste à la même tendance?**

**P.D.** - Il y a une banalisation, qu'on observe en Belgique comme dans toute l'Europe, en particulier dans le chef de partis conservateurs, mais même parfois de partis de

gauche. En Belgique, si on ne prend que les crises des réfugiés et de la menace terroriste, on voit que les propos de Bart De Wever depuis trois mois sont même au-delà de la banalisation. Cela crée un effet d'entraînement. Chaque fois que Bart De Wever fait un discours très à droite, dans les deux jours qui suivent, le Vlaams Belang va un pas plus loin. Cet emballement à droite fait que d'anciens discours que l'on jugeait racistes deviennent quasiment banals et que l'on va toujours plus loin. C'est le risque majeur qui se pose aujourd'hui.

❑ **Si Marine Le Pen arrivait au gouvernement chez nous, qu'est-ce qui risquerait de changer?**

**P.D.** - Hypothétiquement, il y aurait la question du maintien dans la zone euro. Deuxième axe important de son programme: une forme de "préférence nationale" assumée. La sécurité sociale, les droits des citoyens seraient réservés en priorité, sinon de manière exclusive, aux nationaux. Ça fait écho à ce que Bart De Wever a dit: "*C'est soit la sécurité sociale, soit les réfugiés*". Mais cette idée existe aussi de manière euphémisée: l'idée qu'il y a les "vrais" nationaux, blancs catholiques, et puis les "faux", les gens de la deuxième ou troisième génération originaires de l'Afrique subsaharienne ou du Maghreb, par exemple. Or l'Union européenne ne permet pas à ses États membres de faire ce genre de différence entre "vrais" et "faux" nationaux.

❑ **Quels sont les antidotes à l'extrême droite?**

**P.D.** - S'il y avait une formule magique, les partis démocratiques l'appliqueraient. À mon estime, il y a trois axes de réflexion et d'action possibles. Le premier, c'est un axe socioéconomique. Des politiques publiques qui accroissent les écarts ou qui, au contraire, les diminuent, ne produisent pas les mêmes effets. Deuxièmement, il y a un travail culturel de longue haleine à mener, à l'école notamment, sur les thématiques que développe l'extrême droite. C'est quoi une nation? C'est quoi le "vivre ensemble"? Marine Le Pen, Florian Philippot et Marion Maréchal-Le Pen disent: "*Nous devons retrouver notre mode de vie*"... C'est quoi ce mode de vie idéalisé? Il n'a jamais existé! Il y a un travail culturel à faire pour décrypter ça. Et puis un troisième axe, qui concerne les médias. En montrant surtout ce qui sort de la normale, on entretient l'angoisse. Quand vous avez quelqu'un comme Éric Zemmour, qui, dans toutes ses interventions, parle du grand déclin de la France, de sa décadence... Cela ne correspond pas à la réalité: si vous regardez tous les indicateurs socioéconomiques, culturels, sanitaires, d'égalité hommes-femmes,

les choses sont beaucoup mieux aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a 60 ou 30 ans! Il faut réfléchir quand on donne la parole à ce genre de prédications. Parce que Zemmour, c'est un prédicateur.

✕ Maider Dechamps

# CES BELGES QUI BASCULERAIENT LEPÉNISTES

**Ils votent nul, à droite ou à gauche, mais préviennent:  
si Marine Le Pen était Belge, ils se convertiraient au FN.**

t si? On l'a dit, d'après un sondage, un Wallon sur trois serait prêt à voter pour Marine Le Pen si la chef de file du Front National était présente en Belgique. Alors on est parti à leur recherche. Non pas pour rencontrer des nazillons qui crachent leur verve raciste à la gueule du premier venu. Mais bien pour tenter de comprendre ce qui motive tous les autres. Soit ces Wallons et Bruxellois qui donnent aujourd'hui leur voix aux partis traditionnels, ou votent nul par contestation, et pourraient bien basculer FN face aux idées de Marine Le Pen, malgré les incohérences et l'irresponsabilité d'une bonne part de son programme. Notamment en matière économique, sociale, européenne...

Premier constat: ceux-là sont bien planqués... Si les forums du Net n'ont jamais été autant squattés par les fachos, les "modérés" de l'extrême droite, eux, préfèrent visiblement cacher, voire nier, leur nouvelle allégeance. C'est que Marine et sa nièce Marion Le Pen ou Florian Philippot ont beau avoir "dédiabolisé" le FN, le positionnement du parti à l'extrême droite de l'échiquier semble encore museler la parole. Sans oublier les spectres du

passé qui ressurgissent inévitablement à la seule prononciation du nom de famille de Marine.

## RETOUR AU PAYS

*"Nombreux sont ceux qui rejettent le FN uniquement par délit de sale gueule ou parce que depuis qu'ils sont tout petits, on leur dit que ce sont des méchants, critique Martin (les prénoms ont été modifiés), un jeune père de famille montois. Moi j'ai lu leur programme et celui des autres et il me paraît évident qu'ils ont les seules idées en phase avec la réalité actuelle. D'un point de vue économique, social, comme environnemental."*

Ces néo-lepénistes sont-ils pour autant convaincus par le FN au point d'éluder les risques de dérives inhérents à ce type de formation? On sait par exemple que le programme du FN prévoit le retour au pays de tous les étrangers en situation légale qui ne trouvent pas de travail et restent inactifs durant un an...

*"Sur la question sécuritaire, ce n'est pas moi qui vais me plaindre de la présence policière et militaire dans les rues en ce moment... Quant à leur politique anti-immigrés, sachez qu'il est juste question de ne plus en accueillir de nouveaux et de renvoyer chez eux ceux qui insultent notre pays et ne suivent pas nos règles..."* "Ce n'est pas une question

*de racisme, assure Jacques, 59 ans, militaire à la retraite et supporter historique du MR. J'ai d'ailleurs des amis étrangers, mais ils suivent nos lois à la lettre. C'est plutôt le système politique actuel qui me dégoûte. On fait la part belle aux riches et les pauvres imbéciles comme moi qui ont 40 ans de carrière derrière eux ont toutes les difficultés du monde à boucler les fins de mois. Alors la jalousie et la haine grimpent en flèche et je ferais tout pour en découdre avec nos partis actuels qui préfèrent aider les migrants et les immigrés de longue date. Nos frères flamands, eux, sont plus malins et osent, alors que nous on régresse!"*

Mais que pensent-ils des positions protectionnistes et anti-européennes de Marine Le Pen? *"Je pense que le FN restera dans l'Europe si celle-ci change sa façon de gouverner. Qu'elle devienne une Europe où les États gèreraient eux-mêmes leur économie et leurs frontières. Mais aujourd'hui, ce continent est gouverné par les banques pour les grands groupes. Pas pour des types comme moi. Sans parler des pays de l'Est qui nous gangrènent via le dumping social... Moi, je suis pour l'Europe, mais en laissant les peuples souverains chez eux et en créant une nouvelle banque européenne qui investirait les économies des nations dans des projets que tout le monde soutient. Y en a marre de cette Europe de mollassons que plus personne ne comprend!"*

✕ Harold Nottet

**"NOS FRÈRES FLAMANDS, EUX,  
SONT PLUS MALINS ET OSENT,  
ALORS QUE NOUS ON RÉGRESSE!"**